AW

ROYAUME DE BELGIQUE

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _

AVIS 41.926/4
DU 9 JANVIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 15 décembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la notification des services et des réseaux de communications éléctroniques", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet se bornent à rappeler des règles qui résultent déjà de dispositions de nature législative ou qui vont de soi au vu du cadre juridique dans lequel elles s'inscrivent.

Il en va ainsi des dispositions suivantes du projet :

- l'article 5 qui contient une règle qui va de soi;

- l'article 6, § 1er, alinéa 1er et alinéa 2, première phrase, qui fixe une règle qui découle déjà de l'article 9, § 8, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et de son article 161;

- l'article 17 qui contient une règle qui va de soi;

- l'article 19 de l'arrêté en projet qui rappelle la règle inscrite à l'article 161 de la loi précitée du 13 juin 2005.

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative ou qui résulte naturellement de celle-ci.

Pareil procédé peut en effet induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du pouvoir exécutif de modifier cette règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

.../...

Les dispositions précitées seront omises.

2.1. L'arrêté en projet se donne notamment pour fondement légal l'article 29 de la loi précitée du 13 juin 2005, qui dispose comme suit :

> "§ 1er. Les redevances administratives qui sont imposées aux opérateurs, sans préjudice des dispositions mentionnées aux articles 43, 45, 46 et 47, servent à couvrir les coûts liés :
>
> 1° à l'établissement, la gestion, au contrôle et à l'application de la législation et des droits d'utilisation;
>
> 2° aux missions spécifiques de l'Institut en matière d'accès et de service universel;
>
> 3° à la coopération internationale, l'harmonisation et la normalisation, l'analyse du marché, le contrôle de la conformité et autres contrôles du marché;
>
> 4° aux avis et à l'application d'une législation secondaire ainsi qu'à la prise de décisions administratives.
>
> L'Institut recouvre les redevances administratives.
>
> § 2. Le Roi, après avis de l'Institut, fixe le montant et les modalités en matière de redevance administrative en vue d'une répartition objective, transparente et proportionnelle."

Plusieurs dispositions du texte en projet (à savoir, les articles 7 à 17) entendent imposer des redevances liées aux notifications imposées par l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005 ainsi qu'à la gestion subséquente des dossiers faisant suite à ces notifications, et fixer les montants et les modalités de ces redevances.

Au regard de l'article 29 rappelé ci-avant, spécialement en tant qu'il impose une répartition objective, transparente et proportionnelle des redevances, ces dispositions appellent les observations suivantes.

2.2. Le texte en projet prévoit deux catégories de redevances : la première est due lors de la notification et est liée aux frais générés par celle-ci, la seconde est une redevance annuelle liée aux frais de gestion des dossiers relatifs aux opérateurs ayant effectué ladite notification ou étant réputés l'avoir effectuée, conformément à l'article 161 de la loi précitée du 13 juin 2005.

Différents montants sont ainsi fixés, qui varient, d'une part, selon qu'il s'agit de la première ou de la seconde catégorie de ces redevances, et d'autre part selon la prestation visée ou le prestataire concerné.

Le rapport au Roi joint à l'arrêté en projet et le dossier transmis au Conseil d'État ne contiennent aucun élément permettant d'établir que les montants fixés par le texte en projet sont de nature à garantir une répartition objective, transparente et proportionnelle des redevances, en fonction des coûts à raison desquels elles seront perçues.

L'auteur du projet doit être en mesure d'établir que tel est effectivement le cas et le rapport au Roi gagnera à être complété en conséquence.

À défaut, le dispositif en projet sera revu.

2.3. Si le rapport au Roi joint à l'arrêté en projet comporte certains éléments de nature à justifier certaines des différences de traitement opérées entre différentes catégories de prestataires, il n'en va pas ainsi pour tous les traitements différenciés mis en place.

Plus spécialement, du rapport au Roi et du dossier communiqué au Conseil d'État, ne ressortent pas les motifs raisonnables, pertinents, adéquats, exacts en fait et admissibles en droit, susceptibles de justifier que les catégories d'activités visées à l'article 7, 1°, 2°, 3°, du projet entraînent, sous réserve de l'article 8, l'obligation de payer une redevance identique pour frais de notification, tandis qu'en ce qui concerne les redevances annuelles pour frais de gestion, prévues par les articles 10 à 12, du projet, les catégories visées à l'article 7, entraînent l'obligation de payer une redevance différente, selon qu'il s'agit d'une part, de celles visées à l'article 7, 1° et 2°, ou, d'autre part, de celles visées à l'article 7, 3°.

L'auteur du projet doit être en mesure d'établir que la différence de traitement opérée repose sur des justifications raisonnables qui gagneront à figurer dans le rapport au Roi.

À défaut, le texte en projet sera revu afin de supprimer le traitement différencié qu'il met en place.

2.4. De même, au regard du principe de proportionnalité, la section de législation n'aperçoit pas les motifs susceptibles de justifier la règle prévue à l'article 16 du projet selon lequel

> "Aucune cessation d'activités complète ou partielle ou d'une partie de celles-ci ne donne lieu à un quelconque remboursement de l'ensemble ou d'une partie des redevances visées dans le présent arrêté."

Il en va plus spécialement ainsi s'agissant de la redevance annuelle prévue par l'arrêté en projet au titre de frais de gestion du dossier de l'opérateur (articles 10, 11 et 12 du projet).

Observations particulières

Préambule

1. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet ont trait à la notification prévue par l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005.

Cette disposition ne comporte aucune habilitation au Roi.

Toutefois, sous réserve des observations générales ci-avant et des observations particulières ci-après, certaines des dispositions du projet relatives à la notification peuvent trouver leur fondement dans le pouvoir général d'exécution des lois, conféré au Roi par l'article 108 de la Constitution.

Cette disposition doit donc être mentionnée au préambule qui sera revu en conséquence.

2. L'article 10 de la loi du 13 juin 2005 précitée, même combiné à l'article 108 de la Constitution, ne procure aucun fondement à l'arrêté en projet; sa mention à l'alinéa 1er du préambule doit être omise.

3. Il y a lieu de viser au préambule les arrêtés royaux et ministériels que l'article 20 du projet abroge.

4. Le préambule sera complété afin de mentionner les dates respectives de l'avis de l'inspecteur des finances et du Ministre du Budget.

5. À l'alinéa se référant à l'avis du Conseil d'État, il y a lieu de mentionner le numéro de cet avis et de préciser qu'il est donné en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Dispositif

Articles 1er et 2

L'article 1er, 5° et l'article 2 du projet, combinés l'un avec l'autre, entendent déterminer quelles sont les activités préalablement à l'exercice desquelles une notification au sens de l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005 est requise.

De telles dispositions sont inutiles et ne relèvent pas, par ailleurs, du pouvoir du Roi.

En effet, l'article 9 de la loi précitée du 13 juin 2005 détermine déjà, à lui seul, quelles sont les activités pour lesquelles une notification préalable est requise. Pour les motifs évoqués à l'observation générale 1 ci-avant, il n'appartient pas au pouvoir exécutif de rappeler cette obligation, de surcroît, en utilisant d'autres termes et une autre structure que ceux employés par le législateur lui-même.

L'article 1er, 5°, et l'article 2 du projet seront donc omis.

Article 4

Il y a lieu d'écrire l'"article 9, § 3" au lieu de l'"article 8, § 3".

Article 6

Ni l'article 9, § 8, de la loi précitée du 13 juin 2005, ni son article 29, n'autorisent l'Institut à retirer de la publication sur son site internet les personnes ayant fait une notification au sens de cette disposition, mais en défaut de payer les redevances visées à l'article 29 de la même loi.

Le paragraphe 3 de la disposition à l'examen sera omis.

Article 10

Au paragraphe 2, il n'y a pas lieu de renvoyer aux arrêtés royaux qui ont modifié les trois arrêtés royaux de base mentionnés afin de ne pas figer cette référence.

Article 14

En prévoyant que les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produisent de plein droit et sans mise en demeure un intérêt, le Roi excède ses pouvoirs : il ne Lui appartient pas, en effet, de déroger ainsi au droit commun.

L'article 14 sera omis.

Article 15

1. Au paragraphe 2, dernière phrase, à l'instar du texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "arrondis à la centaine d'eurocents supérieure" par les mots "arrondis à l'euro supérieur".

2. Le paragraphe 3 de la disposition à l'examen prévoit que

> "L'éventuelle contestation du calcul de l'indexation ne suspend en aucun cas l'obligation de payer le montant communiqué par l'Institut."

En tant qu'elle vise ou viserait une contestation émanant du redevable en dehors de tout recours juridictionnel, la règle prévue par cette disposition va de soi, ce qui la rend inutile.

En tant que la disposition à l'examen vise ou viserait une contestation par voie de recours juridictionnel, il y a lieu de rappeler que l'effet suspensif ou non des recours formés contre les décisions de l'I.B.P.T. est déjà réglé par l'article 2, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des postes et des télécommunications belges.

En toutes hypothèses, le paragraphe 3 en projet doit être omis.

Article 18

1. La disposition à l'examen dispose comme suit :

> "La notification peut être refusée pour les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique. La décision à cet égard est dûment motivée par l'Institut. L'entreprise en question est entendue au préalable."

Le rapport au Roi expose à ce propos ce qui suit :

"Si par exemple les situations exceptionnelles mentionnées à l'article 4 de la loi du 13 juin 2005 se présentaient, le fait que l'institut ne puisse pas refuser une notification pour les services visés dans cet article serait paradoxal. Cet article crée donc une base de refus exceptionnel d'une notification par l'Institut."

Compte tenu de cette explication, il convient de rappeler que selon l'article 4 de la loi du 13 juin 2005 précitée :

"§ 1er. Lorsque la sécurité publique, la santé publique, l'ordre public ou la défense du Royaume l'exigent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, interdire en tout ou en partie au cours de la période fixée par Lui :

1° de fournir des réseaux ou services de communications électroniques;

2° de détenir ou d'utiliser des équipements.

Le Roi peut, à cet effet, prescrire toutes les mesures qu'Il juge utiles, notamment la mise sous séquestre des équipements ou leur mise en dépôt à un endroit déterminé.

Les mesures visées dans le présent article ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité.

§ 2. En cas de situation exceptionnelle provoquant soit la mise hors service, soit un encombrement des moyens de communications électroniques civils ou militaires qui empêchent le fonctionnement normal de ceux-ci, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre par mesure d'urgence toute mesure qu'Il juge nécessaire, y compris la réquisition totale ou partielle des capacités de transmission des opérateurs pour les affecter à l'usage de services ou numéros d'appels prioritaires nationaux. Si cette réquisition excède une durée définie par Lui-même, le Roi peut définir les modalités des éventuels dédommagements à apporter pour ces réquisitions."

2. Il suit de la comparaison entre le texte en projet et l'article 4 de la loi précitée du 13 juin 2005, que les circonstances qui, selon l'arrêté en projet, peuvent justifier le refus de la notification par l'I.B.P.T. sont plus limitées que celles dans lesquelles le Roi peut, conformément à l'article 4 de la loi, interdire en tout ou en partie de fournir des réseaux ou services de communications électroniques : en effet, l'arrêté en projet mentionne seulement les besoins de la défense nationale ou de la sécurité publique, alors que la loi vise également la santé publique et l'ordre public.

Le texte en projet n'est donc pas cohérent au regard de l'article 4 de la loi précitée, ni, par conséquent, au regard de l'objectif qu'il poursuit, ce qui le rend de surcroît sujet à critique au regard du principe d'égalité.

3. Plus fondamentalement, la loi précitée du 13 juin 2005 n'habilite pas le Roi à décider de manière générale et abstraite que la notification visée à son article 9 peut être refusée dans certains cas.

Le Roi peut seulement puiser dans l'article 4 de la loi une habilitation pour imposer le refus de la notification par l'I.B.P.T., ce, au titre de "mesure qu'Il juge utile" au sens dudit article 4.

Il en résulte d'une part, qu'à défaut d'habilitation générale expresse en ce sens, un refus de notification ne peut être prévu en dehors des circonstances visées à l'article 4. La disposition en projet, qui ne subordonne pas expressément le refus qu'elle vise à la mise en oeuvre de l'article 4 de la loi et permet donc que ce refus intervienne dans d'autres cas, est par conséquent sujette à critique.

D'autre part, le refus de notification ne peut être prévu que si les conditions énumérées à l'article 4 de la loi sont remplies, notamment la réalisation et le maintien des circonstances particulières ou exceptionnelles visées par la loi. En d'autres termes, le Roi ne pourra imposer une telle mesure de refus de notification qu'en fonction des circonstances qui se présenteront, et non de manière tout à fait abstraite et générale dans le temps, comme y procède la disposition à l'examen.

Enfin, pareil arrêté devrait, en toute hypothèse, être délibéré en Conseil des ministres.

De ce qui précède, il suit que la disposition en projet n'a donc pas sa place dans l'arrêté en projet.

Elle sera omise.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.926/4
VAN 9 JANUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 december 2006 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de kennisgeving van elektronische-communicatiediensten en -netwerken", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit beperken zich ertoe regels in herinnering te brengen die reeds voortvloeien uit bepalingen van wetgevende aard of die vanzelfsprekend zijn in het juridische kader waartoe ze behoren.

Dit is het geval met de volgende bepalingen van het ontwerp :

- artikel 5, dat een regel bevat die vanzelfsprekend is;

- artikel 6, § 1, eerste lid, en tweede lid, eerste zin, dat een regel vastlegt die reeds voortvloeit uit artikel 9, § 8, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, en uit artikel 161 ervan;

- artikel 17, dat een regel bevat die vanzelfsprekend is;

- artikel 19 van het ontwerpbesluit, dat de regel in herinnering brengt die vervat is in artikel 161 van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Het staat niet aan de uitvoerende macht om in een reglementair besluit een regel over te nemen die reeds is opgenomen in een bepaling van wetgevende aard of die er natuurlijkerwijs uit voortvloeit.

Een zodanige werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent de aard van de desbetreffende regel. Ze kan bovendien de indruk wekken dat het aan de uitvoerende macht toekomt om die regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid uitsluitend aan de wetgever toekomt.

De voornoemde bepalingen moeten vervallen.

2.1. Het ontwerpbesluit geeft aan onder meer gegrond te zijn op artikel 29 van de voornoemde wet van 13 juni 2005, dat bepaalt :

> "§ 1. De administratieve bijdragen die worden opgelegd aan de operatoren, onverminderd de bepalingen van de artikelen 43, 45, 46 en 47, dienen ter dekking van de kosten inzake :
>
> 1° het opstellen, het beheer, de controle en de toepassing van de wetgeving en van de gebruiksrechten;
>
> 2° de specifieke opdrachten van het Instituut inzake toegang en universeledienstverlening;
>
> 3° internationale samenwerking, harmonisatie en normering, marktanalyse, controle op de naleving en ander markttoezicht;
>
> 4° het adviseren en handhaven van secundaire wetgeving en het nemen van administratieve beslissingen.
>
> Het Instituut int de administratieve bijdragen.
>
> § 2. De Koning, na advies van het Instituut, bepaalt het bedrag en de nadere regels inzake de administratieve bijdrage met het oog op een objectieve, transparante en evenredige verdeling."

Verscheidene bepalingen van de ontwerptekst (te weten de artikelen 7 tot 17) beogen rechten op te leggen die verband houden met de kennisgevingen opgelegd bij artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005, alsook met het daaruit voortvloeiende beheer van de dossiers als gevolg van die kennisgevingen, en tevens het bedrag en de wijze van betaling van die rechten vast te stellen.

In het licht van het hierboven geciteerde artikel 29, inzonderheid in zoverre het een objectieve, transparante en evenredige verdeling van die rechten oplegt, geven die bepalingen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. De ontwerptekst voorziet in twee categorieën van rechten : de eerste categorie van rechten is verschuldigd bij de kennisgeving en houdt verband met de kosten gemaakt als gevolg van die kennisgeving, terwijl de tweede categorie van rechten jaarlijks geïnd wordt en verband houdt met de kosten voor het beheer van de dossiers betreffende de operatoren die die kennisgeving hebben gedaan of geacht worden ze te hebben gedaan overeenkomstig artikel 161 van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Aldus worden verscheidene bedragen vastgesteld die enerzijds verschillen naargelang ze tot de eerste of de tweede categorie van die rechten behoren, en anderzijds naargelang van de bedoelde dienstverlening of de betrokken dienstverlener.

Het verslag aan de Koning gevoegd bij het ontwerpbesluit en het dossier overgezonden aan de Raad van State bevatten geen enkel gegeven waaruit kan worden opgemaakt dat de bij de ontwerptekst vastgestelde bedragen een objectieve, transparante en evenredige verdeling van de rechten kunnen waarborgen op basis van de kosten ter dekking waarvan ze worden geheven.

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat zulks wel degelijk het geval is, en het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning dienovereenkomstig aan te vullen.

Indien zulks niet geschiedt, moet het ontworpen dispositief worden herzien.

2.3. Weliswaar bevat het verslag aan de Koning gevoegd bij het ontwerpbesluit een aantal gegevens die sommige verschillen in behandeling onder verschillende categorieën van dienstverleners kunnen verantwoorden, maar dat is niet het geval met al de verschillende behandelingen die ingevoerd worden.

Meer bepaald blijken uit het verslag aan de Koning en uit het aan de Raad van State meegedeelde dossier niet de feitelijk juiste en rechtens aanvaardbare, redelijke, relevante en adequate motieven die kunnen verantwoorden dat de categorieën van

activiteiten vermeld in artikel 7, 1°, 2° en 3°, van het ontwerp onder voorbehoud van artikel 8 de verplichting meebrengen om een identiek recht te voldoen tot dekking van de kosten van kennisgeving, terwijl, wat betreft de in de artikelen 10 tot 12 van het ontwerp bedoelde jaarlijkse rechten tot dekking van de kosten van beheer, de categorieën vermeld in artikel 7 de verplichting meebrengen tot voldoening van een verschillend recht naargelang het enerzijds de rechten vermeld in artikel 7, 1° en 2°, betreft, of anderzijds die vermeld in artikel 7, 3°.

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat het aldus ontworpen verschil in behandeling steunt op redelijke motieven, die in het verslag aan de Koning moeten worden uiteengezet.

Indien zulks niet geschiedt, moet de ontwerptekst worden herzien, waarbij het ontworpen verschil in behandeling wordt weggewerkt.

2.4. Zo ook ziet de afdeling wetgeving in het licht van het proportionaliteitsbeginsel niet in welke motieven de regel vervat in artikel 16 van het ontwerp kunnen verantwoorden, luidend als volgt :

> "Geen enkele gehele of gedeeltelijke stopzetting van de activiteiten of een onderdeel daarvan, geeft aanleiding tot enige terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de rechten bedoeld in dit besluit."

Dit geldt des te meer daar het het jaarlijkse recht betreft waarin het ontwerpbesluit voorziet tot dekking van de kosten voor het beheer van het dossier van de operator (artikelen 10, 11 en 12 van het ontwerp).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit betreffen de kennisgeving bedoeld in artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005.

Deze bepaling verleent geen enkele machtiging aan de Koning.

Sommige bepalingen van het ontwerp met betrekking tot de kennisgeving kunnen echter, onder voorbehoud van de algemene opmerkingen hierboven en de bijzondere opmerkingen hierna, hun grondslag vinden in de algemene bevoegdheid inzake de tenuitvoerlegging van wetten, die artikel 108 van de Grondwet verleent aan de Koning.

Die bepaling moet dus worden vermeld in de aanhef, die dienovereenkomstig moet worden herzien.

2. Artikel 10 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 verleent geen enkele grondslag aan het ontwerpbesluit, zelfs niet indien het gelezen wordt in samenhang met artikel 108 van de Grondwet, zodat de vermelding ervan in het eerste lid van de aanhef dient te vervallen.

3. In de aanhef moet worden verwezen naar de koninklijke en ministeriële besluiten die bij artikel 20 van het ontwerp worden opgeheven.

4. De aanhef dient aldus te worden aangevuld dat de respectieve data van het advies van de inspecteur van financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting erin worden vermeld.

5. In het lid dat verwijst naar het advies van de Raad van State moet het nummer van dat advies worden vermeld en moet worden gepreciseerd dat het gegeven is met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

.../...

Dispositief

Artikelen 1 en 2

Artikel 1, 5°, en artikel 2 van het ontwerp beogen, gelezen in onderlinge samenhang, te bepalen voor welke activiteiten kennisgeving in de zin van artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 vereist is voorafgaandelijk aan de uitoefening van die activiteiten.

Zulke bepalingen zijn overbodig en behoren bovendien niet tot de bevoegdheid van de Koning.

Artikel 9 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 bepaalt immers op zich reeds de activiteiten waarvoor een voorafgaande kennisgeving vereist is. Om de redenen opgegeven in algemene opmerking 1 hierboven staat het niet aan de uitvoerende macht om die verplichting in herinnering te brengen, waarbij ze op de koop toe werkt met andere bewoordingen en met een andere structuur dan die welke door de wetgever zelf worden gebruikt.

Artikel 1, 5°, en artikel 2 van het ontwerp moeten derhalve vervallen.

Artikel 4

Men schrijve "artikel 9, § 3" in plaats van "artikel 8, § 3".

Artikel 6

Noch artikel 9, § 8, van de voornoemde wet van 13 juni 2005, noch artikel 29 ervan, schrijft voor dat het Instituut uit het overzicht op zijn website de personen mag schrappen die een kennisgeving in de zin van die bepaling hebben gedaan, maar die nagelaten hebben de rechten genoemd in artikel 29 van diezelfde wet te betalen.

Paragraaf 3 van de onderzochte bepaling moet vervallen.

.../...

Artikel 10

Er dient in paragraaf 2 niet te worden verwezen naar de koninklijke besluiten die wijzigingen hebben aangebracht in de drie genoemde koninklijke basisbesluiten, teneinde die verwijzing niet te fixeren.

Artikel 14

De Koning gaat Zijn bevoegdheid te buiten in zoverre wordt voorgeschreven dat de rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum, van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding geven tot een interest : het komt Hem immers niet toe aldus af te wijken van het gemene recht.

Artikel 14 moet vervallen.

Artikel 15

1. In de Franse lezing van paragraaf 2, laatste zin, moeten naar het voorbeeld van de Nederlandse versie de woorden "arrondis à la centaine d'eurocents supérieure" vervangen worden door de woorden "arrondis à l'euro supérieur".

2. Paragraaf 3 van de onderzochte bepaling schrijft voor :

"Een eventuele betwisting van de berekening van de indexatie schorst geenszins de verplichting om het door het Instituut meegedeelde bedrag te betalen."

In zoverre de in die bepaling vervatte regel betrekking heeft of zou hebben op een betwisting uitgaande van de schuldenaar buiten het kader van enig rechterlijk beroep, is die regel vanzelfsprekend en bijgevolg overbodig.

In zoverre de onderzochte bepaling betrekking heeft of zou hebben op een betwisting in de vorm van een rechterlijk beroep, moet eraan herinnerd worden dat de al dan niet schorsende werking van een beroep ingesteld tegen de beslissingen van het BIPT reeds wordt geregeld bij artikel 2, § 2, van de wet van 17 januari 2003 betreffende de rechtsmiddelen en de geschillenbehandeling naar aanleiding van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

In ieder geval dient de ontworpen paragraaf 3 te vervallen.

Artikel 18

1. De onderzochte bepaling schrijft voor :

> "De kennisgeving kan worden geweigerd omwille van de openbare orde of om redenen met betrekking tot landsverdediging of openbare veiligheid. De beslissing daartoe wordt door het Instituut naar behoren gemotiveerd. De betrokken onderneming wordt vooraf gehoord."

In het verslag aan de Koning staat daaromtrent het volgende te lezen :

> "Indien bijvoorbeeld de uitzonderlijke situaties die vermeld zijn in artikel 4 van de wet van 13 juni 2005 zich voordoen, zou het paradoxaal zijn mocht het Instituut een kennisgeving voor de in dat artikel geviseerde diensten niet kunnen weigeren. Dit artikel creëert derhalve een basis op grond waarvan het Instituut uitzonderlijk een kennisgeving kan weigeren."

Rekening houdend met die toelichting moet eraan herinnerd worden dat artikel 4 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 bepaalt :

> "§ 1. Wanneer de openbare veiligheid, de volksgezondheid, de openbare orde of de verdediging van het Rijk dit eisen, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, gedurende de termijn die Hij vaststelt geheel of gedeeltelijk verbieden :
>
> 1° elektronische-communicatienetwerken of -diensten aan te bieden;
>
> 2° apparatuur te houden of te gebruiken.

De Koning mag terzake alle maatregelen voorschrijven die Hij nuttig acht, inzonderheid de uitrustingen onder sekwester doen plaatsen of op een bepaalde plaats doen deponeren.

De in dit artikel bedoelde maatregelen geven geen aanleiding tot de toekenning van enige vergoeding.

§ 2. In geval van een uitzonderlijke situatie die ofwel de buitendienststelling, ofwel een overbelasting van de burgerlijke of militaire elektronische-communicatiemiddelen tot gevolg heeft, die de normale werking ervan verhindert, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bij wijze van noodmaatregel iedere maatregel nemen die Hij nodig acht, met inbegrip van de volledige of gedeeltelijke opeising van de transmissiecapaciteit van de operatoren om die in te zetten voor het gebruik van nationale prioritaire diensten of oproepnummers. Indien die opeising een door Hemzelf vastgestelde duur overschrijdt, kan de Koning de nadere regels bepalen voor de eventuele schadeloosstelling van die opeising."

2. Uit een vergelijking van de ontwerptekst met artikel 4 van de voornoemde wet van 13 juni 2005 volgt dat de omstandigheden die volgens het ontwerpbesluit de weigering van kennisgeving door het BIPT kunnen wettigen beperkter zijn dan die waarin de Koning overeenkomstig artikel 4 van de wet geheel of gedeeltelijk kan verbieden elektronische-communicatienetwerken of -diensten aan te bieden : het ontwerpbesluit vermeldt immers alleen redenen met betrekking tot landsverdediging of openbare veiligheid, terwijl in de wet ook de volksgezondheid en de openbare orde worden vermeld.

De ontwerptekst is dus niet coherent in het licht van artikel 4 van de voornoemde wet, noch bijgevolg in het licht van het beoogde doel, zodat hij bovendien laakbaar is uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel.

3. Een fundamenteler bezwaar is dat de voornoemde wet van 13 juni 2005 de Koning niet machtigt om op algemene en abstracte wijze te beslissen dat de kennisgeving genoemd in artikel 9 ervan in bepaalde gevallen geweigerd kan worden.

De Koning kan aan artikel 4 van de wet uitsluitend een machtiging ontlenen om de weigering van de kennisgeving door het BIPT op te leggen, en wel bij wijze van "maatregel die Hij nuttig acht", in de zin van het genoemde artikel 4.

Daaruit volgt enerzijds dat bij ontstentenis van een uitdrukkelijke algemene machtiging in die zin, in de mogelijkheid van een weigering van kennisgeving alleen kan worden voorzien buiten de omstandigheden genoemd in artikel 4. De ontworpen bepaling, die de erin voorgeschreven weigering niet uitdrukkelijk afhankelijk stelt van de tenuitvoerlegging van artikel 4 van de wet en die er dus in voorziet dat die weigering in andere gevallen kan worden uitgesproken, is bijgevolg laakbaar.

Anderzijds kan de weigering van kennisgeving alleen worden voorgeschreven indien de voorwaarden gesteld in artikel 4 van de wet vervuld zijn, inzonderheid de totstandkoming en het in stand blijven van de bijzondere of uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in de wet. Met andere woorden, de Koning kan een zodanige maatregel van weigering van kennisgeving alleen opleggen op basis van de omstandigheden eigen aan een zaak, doch niet op een zeer abstracte en algemene wijze in de tijd, zoals de onderzochte bepaling voorschrijft.

Ten slotte zou over een zodanig besluit hoe dan ook overlegd moeten worden in de Ministerraad.

Uit het vorenstaande volgt dat de ontworpen bepaling dus niet thuishoort in het ontwerpbesluit.

Die bepaling dient te vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE